



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°446 (15 MARS 2026)

LA GUERRE A-T-ELLE CHANGÉ DE NATURE ?

ENTRE L'UKRAINE ET L'IRAN, LA GUERRE A-T-ELLE CHANGÉ DE NATURE ?

Introduction

Philippe Meyer :

Il y a deux semaines, le 28 février, Israël a déclenché contre l'Iran une attaque dite « préventive » coordonnée avec les Etats-Unis. En la baptisant « *Fureur épique* » Donald Trump a fixé un objectif à cette opération : « *Défendre le peuple américain en éliminant les menaces imminentes posées par le régime iranien* », qualifié de « *sponsor d'État numéro 1 du terrorisme* ». Ni le caractère « *imminent* » de ces menaces, ni ce en quoi elles concernent les Etats-Unis n'a été établi.

Il y a quatre ans, lorsque la Russie a lancé son invasion massive de l'Ukraine, certains se sont demandé si le monde n'entrait pas dans une troisième guerre mondiale. Avec l'actuelle guerre avec Iran, la même inquiétude refait surface. Cette guerre concerne déjà plus d'une douzaine de pays de la région : Outre l'Iran et Israël, des missiles ou des drones ont frappé les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Qatar, Bahrein, la Jordanie, le Koweït et Oman. Au Liban, les forces terrestres israéliennes poursuivent leurs opérations contre le Hezbollah. À Chypre, Iran a lancé une attaque de drones contre une base militaire britannique. Des missiles balistiques ont été interceptés en Turquie. En Irak, les milices pro-iraniennes entretiennent l'instabilité. Un soldat français a été tué. L'Azerbaïdjan a désormais été touché. Les Iraniens pourraient finir par entraîner le Yémen dans le conflit. C'est, de loin, la guerre du Golfe la plus étendue à ce jour.

Zelensky a reconnu qu'une guerre prolongée avec l'Iran pourrait avoir un impact sur les livraisons américaines de munitions pour les systèmes de défense

antiaérienne fournis à l'Ukraine par ses alliés occidentaux afin de défendre ses infrastructures essentielles, notamment énergétiques. En quatre ans de guerre, Kyiv a mis au point une gamme d'intercepteurs efficaces, bon marché et considérés comme étant parmi les plus avancés du monde, conçus pour détruire en vol les drones d'attaque Shahed de conception iranienne. Les États-Unis, le Qatar et les Émirats arabes unis ont récemment fait appel à l'expertise ukrainienne pour leur lutte contre les drones iraniens. Face à l'épuisement de leurs stocks de missiles Patriot, les intercepteurs bon marché conçus par Kyiv représentent un atout stratégique majeur pour la sécurité de la navigation. Pour le politologue Frédéric Charillon, en Ukraine ou en Iran, il s'agit de guerres choisies, c'est-à-dire qu'aucune raison immédiate de sécurité nationale n'imposait. Ils en tire d'ores et déjà trois leçons : les alliances ne valent plus rien et la possession de l'arme atomique semble demeurer la dernière garantie de sécurité ; l'Occident n'est plus un facteur de stabilité, sa parole est démonétisée, on regardera donc ailleurs ; enfin l'emploi démesuré de la force par les candidats à l'hégémonie impose de nouveaux partenariats, même contre-nature, pour les contenir.

Jean-Louis Bourlanges :

À propos de la guerre, il faut voir à la fois ce qui demeure et ce qui change. Sur la permanence d'abord. Nous sommes complètement dans le système de Clausewitz : la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Il faut donc identifier les objectifs politiques. Dans la guerre d'Ukraine, les objectifs politiques de la Russie sont assez classiques : la prise de contrôle d'un pays. Dans la guerre contre l'Iran, les objectifs sont beaucoup plus incertains. Du côté de Netanyahu, Israël a donné un moment le sentiment de vouloir un grand changement de régime ; il semble plutôt viser l'aplatissement du régime actuel que son remplacement. Quant à M. Trump, il erre manifestement de but de guerre en but de guerre au fil de ses déclarations.

La deuxième loi de Clausewitz est celle des actions réciproques. Dans la guerre, ce que vous faites n'est pas déterminé par ce que vous voulez, mais par ce que veut votre adversaire. Vous êtes entraîné dans une surenchère permanente.

Vous ne maîtrisez plus le système. Quand vous entrez dans une guerre, c'est l'autre qui détermine la loi : soit vous décrochez, soit vous surenchérissez. Cela explique une donnée trop souvent négligée : l'imprévisibilité totale de la guerre. Décider la guerre, c'est renoncer à contrôler le processus.

Troisième donnée : l'escalade. Par le jeu des actions réciproques, on entre dans ce que Clausewitz appelle l'ascension aux extrêmes. Il distingue pour cela la guerre absolue et la guerre réelle. La guerre absolue est théorique : c'est le pur mouvement d'ascension aux extrêmes, chaque acteur surenchérisant sur l'autre et accroissant le degré de violence. Si l'on n'aboutit pas à une destruction totale, c'est parce qu'intervient la politique. À un moment, les acteurs se disent : « *je ne peux pas continuer ; mon objectif politique est atteint* », ou bien « *si je poursuis je vais perdre davantage* », et ils s'arrêtent. Tout le jeu décrit par Clausewitz tient

dans cette tension entre la logique d'ascension aux extrêmes et le calcul politique. Quelqu'un comme Bismarck est exemplaire : il déchaîne la violence, atteint ses objectifs, puis s'arrête.

Autre caractéristique : l'avantage de la défense. Celui qui défend dispose d'une supériorité stratégique. Il est plus près de ses bases, n'a pas de problèmes d'étirement des lignes de communication et se trouve au contact direct de sa population. L'enjeu est vital pour lui : il défend sa survie. L'attaquant, lui, cherche seulement un avantage. La mobilisation politique est donc beaucoup plus forte du côté du défenseur, et on voit bien comment cela fonctionne dans les guerres actuelles.

Enfin, dernière permanence : la loi du changement. La guerre est en soi un phénomène révolutionnaire. Elle modifie les rapports de force, les structures des sociétés et les techniques d'armement. On est entré dans la Première Guerre mondiale avec des fantassins et des canons, on en est sorti avec des chars. On est entré dans la Seconde Guerre mondiale avec des chars, on en est sorti avec l'arme atomique. Nous sommes aujourd'hui entrés dans une guerre très particulière ; on ne sait pas comment on en sortira, mais elle transformera forcément les équilibres.

Mais il y a aussi des changements. Celui qui les résume le mieux, c'est le titre d'un roman de Michel Houellebecq : l'extension du domaine de la lutte. Nous sommes dans un monde saturé de violence. Les enjeux deviennent de plus en plus vastes, parfois jusqu'à toucher à la nature même de l'homme. Les théâtres d'affrontement s'étendent : les océans, l'espace, partout. C'est véritablement l'extension du domaine de la lutte. Les acteurs se diversifient également. Il y a toujours des acteurs étatiques, mais ils se comportent parfois comme des acteurs non étatiques. Regardez ce que disent Hegseth et Trump sur la vengeance : il s'agit de « *venger des soldats* », de « *liquider des dirigeants* ». Ce sont des logiques de mafieux, pas celles de la guerre classique entre États. À côté de cela se développent des acteurs non étatiques : la guerre de la drogue ... Nous

sommes dans un monde saturé de violence. Il en résulte une inversion du rapport entre politique et violence. Le recours à la force remplace la définition des objectifs. La violence n'est plus instrumentalisée par la politique : c'est la politique qui devient un produit dérivé de la violence. C'est exactement l'inverse de la doctrine de Clausewitz.

Pourquoi ? Parce que nous vivons dans un climat d'angoisse permanente. Le grand polémologue Gaston Bouthoul parlait du complexe de Damoclès : se sentant menacé en permanence, Damoclès finit par se jeter sur l'épée. L'attitude est irrationnelle au regard des intérêts réels, mais dictée par l'angoisse. On voit bien que, d'une façon plus égocentrique, Trump fonctionne ainsi. Sa devise pourrait être un néo-cartésianisme : « *je casse donc je suis* ». Cela entraîne des conséquences graves. D'abord une crise des buts de guerre : que veulent-ils faire ? Personne ne le sait. Il y a deux mois encore, Hegseth expliquait qu'il n'était pas question de faire la guerre pour des raisons idéologiques ; ensuite il a dit le contraire ; aujourd'hui il se contente de dire qu'il faut détruire. À Gaza, on a détruit sans rien mettre à la place. Netanyahu lui-même n'est plus très clair. Quant à Trump, on ne sait plus du tout. Il parlait de protéger son pays contre une menace imaginaire — argument qui lui permettait d'engager la guerre sans passer par le Congrès.

On se retrouve ainsi dans une situation étrange : une autonomie complète de la guerre par rapport à ses objectifs. La stratégie elle-même se détache des objectifs. Normalement, une grande préparation d'artillerie est le prélude à une action terrestre visant à conquérir un territoire. Aujourd'hui, nous avons la préparation d'artillerie, la préparation aérienne... et rien derrière. Le risque est évidemment très sérieux. On ne sort normalement d'une guerre que par une bataille décisive ; sinon, c'est l'enlisement. Trump est aujourd'hui confronté à une situation inquiétante : il veut en sortir, parce qu'il doit en sortir. Mais comme ses objectifs ne sont pas définis et que sa stratégie ne correspond à rien de précis, il n'a aucun résultat clair à présenter. Le danger est alors de chercher la sortie par

une surenchère de violence, par une nouvelle ascension aux extrêmes. Nous avons donc à la fois une pression pour écourter la guerre et une pression pour accentuer les violences.

Béatrice Giblin :

La démonstration que vient de faire Jean-Louis Bourlanges est remarquable, mais essayons maintenant de regarder ce qu'il en est concrètement et ce qui suscite notre inquiétude.

Ukraine et Iran : ce sont deux guerres qui présentent des points communs, mais qui restent différentes. Dans le cas de l'Ukraine, la Russie veut prendre le contrôle d'un immense territoire, en considérant que l'Ukraine est un « petit frère » qui, étant plutôt russe, doit rester russe et n'a aucune raison d'aller du côté de l'Occident. On invoque le prétexte des fascistes ou des nazis, et l'on intervient. C'est aussi, d'une certaine manière, une guerre préventive, avec un objectif clair : le contrôle d'un territoire. Dans le cas de l'Iran, il ne s'agit pas de prendre physiquement le contrôle d'un territoire. Il s'agit plutôt d'empêcher un accès au nucléaire et, si possible, de faire tomber le régime. Mais l'idée n'est pas de s'installer en Iran : si les objectifs sont atteints, on s'en ira.

Les situations sont donc différentes. Nous parlons de deux guerres : celle en Ukraine dure depuis près de 1.200 jours ; celle contre l'Iran n'en a que seize. Cette différence de temporalité est importante.

Mais la différence essentielle, celle qui doit nous interpeller, concerne les effets politiques. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a réveillé une partie des États européens, d'autant plus que Donald Trump a dit en substance : « *débrouillez-vous tout seuls* ». C'est une menace. Les Européens ont décidé d'augmenter leur participation à l'OTAN et leurs budgets militaires. Pour l'instant, les troupes de l'OTAN sont toujours là et les États-Unis n'ont pas complètement déserté le territoire européen. Mais il y a désormais une prise de conscience : la Russie représente une menace, sans doute pour les États baltes, peut-être pour la

Pologne. Bref, l'Europe s'est réveillée.

En revanche, la guerre menée par Trump et Netanyahu entraîne une régionalisation du conflit autour du Golfe. Plusieurs États sont concernés : certains sont petits, mais l'enjeu est majeur, car il s'agit toujours du pétrole. Plus encore, ce sont des États auxquels les États-Unis s'étaient engagés à garantir la sécurité, en échange d'investissements considérables aux États-Unis. Trump a parlé d'accords qui pourraient atteindre près de 1.000 milliards de dollars.

Or ces pays se trouvent aujourd'hui menacés. Les frappes iraniennes visent des ports pétroliers ou des raffineries. Elles provoquent des dommages, mais qui ne sont pas encore colossaux. Nous sommes pour l'instant dans des attaques mesurées, destinées à montrer que l'Iran peut agir. Il faut aussi se méfier des images. Nous sommes dans une guerre médiatique avec une profusion d'images du côté iranien, israélien et américain. Cela ne signifie pas que la situation n'est pas grave, mais il faut remettre les choses à leur juste niveau. De même, lorsque l'on évoque l'interception des drones par des missiles *Patriot*, ce n'est pas la seule réponse. Il existe de nombreux autres systèmes permettant de lutter contre les drones. Essayons donc de garder raison, même si les motifs d'inquiétude sont sérieux. Un point commun entre les deux conflits est la sous-estimation de la détermination de l'adversaire. La Russie l'a sous-estimée en Ukraine, comme les États-Unis et Israël semblent le faire vis-à-vis de l'Iran. En Ukraine, il s'agit d'un réflexe de survie nationale : une grande partie de la population soutient son dirigeant, Zelensky, pour résister à la Russie. En Iran, la situation est différente. Une large part de la population — peut-être 80 % — souhaite l'effondrement du régime, et ne le soutient donc pas dans un réflexe nationaliste. Mais le régime, lui, est dans une logique de survie et peut être prêt à presque tout pour durer le plus longtemps possible. Dans ce jeu d'escalade évoqué par Jean-Louis Bourlanges, la question est de savoir si le temps joue pour les Iraniens. Mais encore une fois, rien n'est évident : nous ne sommes qu'à deux semaines de guerre.

Netanyahou peut sans doute tenir longtemps, et Trump encore trois ou quatre semaines dans ce conflit. Cela suffira-t-il ? Peut-être pas, car l'enjeu majeur reste le détroit d'Hormuz. Et là, je m'interroge. J'ai du mal à croire, comme on l'entend parfois, que les États-Unis n'aient pas anticipé l'importance stratégique du détroit d'Hormuz pour la sortie du pétrole. Même un étudiant de première année en géographie ou en géopolitique connaît ce point de passage. Je ne peux pas envisager qu'ils ne l'aient pas pris en considération. Si les Israéliens et les Américains parviennent à neutraliser les capacités d'attaque iraniennes le long du golfe Persique — ce qui représente tout de même 1 200 kilomètres de côtes — alors le contrôle du détroit d'Hormuz par l'Iran deviendra impossible. Si ce détroit est rouvert et sécurisé, les cartes seront redistribuées.

Antoine Foucher :

De quelle nature est la guerre déclenchée par les États-Unis ? On peut sans trop se tromper la qualifier d'asymétrique, mais avec une spécificité nouvelle. Elle rappelle certaines guerres asymétriques, comme le Vietnam ou l'Irak, mais avec une différence majeure : il n'y a pas de troupes au sol. L'asymétrie reste pourtant évidente dans les moyens, sans commune mesure entre, d'un côté, les États-Unis et Israël, et de l'autre l'Iran.

Mais dans une guerre asymétrique, il faut regarder les moyens du plus faible. Si l'on synthétise, les Iraniens disposaient de trois instruments de réponse. D'abord l'« axe de la résistance », du Hezbollah à la Syrie : cet outil est aujourd'hui très largement détruit. Ensuite leurs infrastructures balistiques : au vu de l'évolution du nombre de missiles tirés depuis le début du conflit, il semble qu'une grande partie de ces infrastructures ait été détruite.

Reste le détroit d'Hormuz. Et là, les Iraniens disposent de moyens considérables pour bloquer ou perturber la circulation avec des capacités très limitées. Deux méthodes sont possibles. La première consiste à utiliser des mines : certains spécialistes estiment qu'il suffirait d'employer 5 % de leur stock pour perturber

gravement le détroit. La seconde consiste à envoyer quelques drones contre des navires. Il suffirait d'atteindre un bateau sur quatre ou sur cinq pour que le commerce international réduise fortement son trafic dans le détroit d'Hormuz, voire cesse de l'emprunter. On entrerait alors dans une crise économique mondiale, qui obligerait les États-Unis et leurs alliés à revoir leur position. Nous sommes donc dans une véritable guerre asymétrique. Malgré la supériorité technique, balistique et aérienne des Américains, l'Iran dispose d'un moyen de résistance stratégique.

Deux scénarios se dessinent alors. Le premier serait l'envoi de troupes au sol par les États-Unis. Mais on voit mal comment cela serait possible politiquement à l'intérieur du pays, ni comment une telle guerre pourrait être gagnée. Le second scénario — que certains, dans la galaxie MAGA, commencent à évoquer — serait le retrait. On ne sait pas très bien pourquoi on est venu, on ne sait pas très bien comment on repartirait, mais on sait pourquoi: on partirait parce que le coût de la guerre devient trop élevé. Si les Américains se retirent sans avoir renversé le régime, ce sera inévitablement une victoire des mollahs.

J'en viens à mon troisième point, en revenant à Clausewitz. À partir de cette analyse, on peut se demander si Trump n'a pas inventé la guerre anti-stratégique. Si l'on compare ce qu'a fait Obama et ce que fait Trump, on retrouve pourtant une même vision américaine : le pivot asiatique. Au XXI^e siècle, ce qui compte pour défendre les intérêts américains, c'est la Chine, beaucoup plus que l'Europe ou le Moyen-Orient. Obama l'avait formulé clairement : il se retire d'Irak et conclut l'accord sur le nucléaire iranien afin de concentrer les moyens économiques et militaires sur l'objectif stratégique central : la Chine. Trump fait exactement l'inverse. Il affirme que la Chine est l'objectif principal, mais il engage ses moyens militaires et crée un problème économique majeur dans une région qui n'a rien à voir avec cet objectif stratégique. Si les États-Unis se retirent et que le régime iranien reste en place, tous les objectifs auront été manqués. Tous leurs adversaires auront été renforcés. La Chine apparaîtra davantage comme

une puissance de stabilité et pourra même, le moment venu, justifier une action contre Taïwan en invoquant le précédent iranien. Les pays du Golfe, eux, pourraient conclure que les États-Unis ne sont pas un allié si fiable et réfléchir à se rapprocher de l'Iran, ou du moins à ne plus confier entièrement leur sécurité aux Américains. Clausewitz disait que la guerre est la prolongation de la politique par d'autres moyens. Avec Trump, on pourrait dire que la guerre devient la destruction de la politique stratégique par d'autres moyens.

Lionel Zinsou :

Factuellement, trois choses me frappent. La première, c'est que toute guerre devient assez vite mondiale. La deuxième, c'est qu'il faut faire attention : le sud global existe. On explique parfois que la Russie n'est pas capable de protéger ses alliés ou ses régimes proches ; il ne faut pas aller trop vite. De même, dire que la Chine est totalement absente de ce qui se passe en Iran demande prudence : il est très possible qu'il y ait une aide chinoise efficace. Le sud global, c'est au fond tout ce qui est anti-occidental, et cela existe aussi dans les opinions publiques des pays en développement et émergents. L'Iran n'est donc pas si isolé.

Par ailleurs, je suis très surpris par la faiblesse de beaucoup de commentaires. Peut-être faudrait-il enseigner la géopolitique et l'histoire de la guerre à partir du CM1, parce que certaines lacunes fondamentales rendent la prise de conscience plus difficile. Prenons un exemple. On entend dire qu'il y aura peut-être 15 centimes d'impact par litre dans les stations-service, comme si c'était vraisemblable. Ou encore que seulement 13 % de notre pétrole passe par le détroit d'Ormuz. C'est absurde, car il existe une loi économique très ancienne, la loi de Gregory King. Sur les marchés des *commodities*, les matières premières, si l'on anticipe une pénurie, même faible, les prix s'envolent ; ainsi une pénurie de seulement 5 % suffit à doubler les prix. Donc si vous perdez 13 % ou 20 % d'approvisionnement — et pour des pays comme l'Inde c'est jusqu'aux trois

quarts de leur consommation d'hydrocarbures qui viennent du Golfe — les effets deviennent gigantesques. Nous ne parlons pas de quelques centimes au litre : nous sommes devant un choc pétrolier d'envergure. Si la situation dure plus de trois semaines, ce sera probablement le plus important depuis les chocs pétroliers des années 1970 et 1980. On nous dit aussi que l'on peut débloquent les réserves stratégiques de l'Agence internationale de l'énergie : 400 millions de barils. Mais cela représente environ vingt jours de consommation compensée, alors que 20 millions de barils par jour passent par le détroit d'Ormuz. Vingt jours, c'est déjà le tiers des réserves de l'Agence internationale de l'énergie. Si la crise dure, il faudrait les mobiliser plusieurs fois, et ces réserves seraient rapidement épuisées — et cela ne concerne que le pétrole, alors que la contrainte est encore plus forte pour le gaz.

Dans ces conditions, expliquer aux populations qu'elles paieront simplement 15 ou 30 centimes de plus n'a aucun sens. Même si les États-Unis déclaraient dans une semaine que la victoire est totale et que l'Iran n'a plus de capacités militaires, ce pays pourrait continuer à perturber le détroit d'Ormuz avec des moyens légers : drones navals, drones aériens, attaques sélectives, etc. L'Iran pourrait même décider de ne laisser passer que certains tankers, par exemple chinois ou indiens, car ces pays sont beaucoup plus dépendants du Golfe que d'autres — et ce sont aussi les deux grandes usines du monde, surtout la Chine.

Nous sommes donc face à une situation où l'on annonce que les réserves stratégiques feront baisser les prix, mais les marchés n'y croient pas. Et pour cause : 400 millions de barils, c'est l'équivalent d'une vingtaine de jours de consommation pour l'Occident hors États-Unis. Autrement dit, c'est dérisoire. Cela revient presque à reconnaître que trois fois vingt jours suffiraient à épuiser les réserves stratégiques. Tout cela montre qu'il nous faut absolument mieux comprendre la géopolitique et les mécanismes de base. Toute guerre devient mondiale. Ce qui m'a frappé dans la guerre d'Ukraine, c'est l'inflation alimentaire dans les pays où la sécurité alimentaire est la plus fragile, en Asie du Sud ou en

Afrique. En 2022-2023, on a vu une inflation alimentaire atteindre 40 % sur des produits essentiels, notamment les céréales. Les prix des engrais ont également fortement augmenté — et ils pourraient augmenter encore si la guerre dure. Ainsi, au Mali ou au Bangladesh, un choc sur les engrais ou sur la production céréalière ukrainienne — qui représente pourtant une part très faible du PIB mondial — peut provoquer de véritables famines. C'est cet effet mondial qui est en train de s'installer. Dans un mois, cette guerre pourrait déjà faire des victimes indirectes partout dans le monde. Il faut cesser de sous-estimer les conséquences de ce type de conflit, alors même que leurs mécanismes sont bien connus.

Jean-Louis Bourlanges :

Si l'on compare les deux guerres, la première différence est claire. L'Ukraine est une guerre classique par ses objectifs, comme l'a très bien dit Béatrice. On veut contrôler un territoire, politiquement et territorialement, et l'on mobilise des moyens pour cela. À l'inverse, la guerre contre l'Iran est beaucoup plus diluée : on ne sait pas très bien quel est l'objectif. J'ai été frappé d'entendre les médias opposer Trump, qui ne voudrait pas de changement de régime, à Netanyahu, qui le souhaiterait. C'est faux. Netanyahu veut détruire le régime. Mais chacun sait qu'on ne détruit que ce que l'on remplace, et l'on ne voit pas par quoi il serait remplacé. Nous sommes plutôt dans un processus à la Gaza : on détruit, mais on ne remplace pas.

Je ne pense pas que le Premier ministre israélien ait envie de voir apparaître en Iran un État de 90 millions d'habitants gouverné de manière relativement rationnelle par un musulman modéré, jouissant d'une certaine considération internationale. Cela supposerait une vision du Moyen-Orient fondée sur l'équilibre des forces. Or toute son attitude — sur la Palestine, sur Gaza — suggère plutôt autre chose : la suprématie israélienne repose sur la confusion de ses voisins. Pas d'État palestinien, un Liban instable, un Irak désordonné, une Syrie

désorganisée. Je pense que c'est cette logique-là qui domine.

Deuxième différence, sous réserve de ce que vient de dire Lionel Zinsou : celle entre régionalisation et mondialisation. La guerre en Ukraine est restée relativement régionalisée. Il y a eu des effets en Afrique ou ailleurs, mais l'attitude générale du reste du monde a consisté à dire aux Européens : « *c'est votre guerre, pas la nôtre* ». Elle affaiblit donc l'Occident, puisque deux pays marqués par l'empreinte occidentale — l'un plutôt libéral, l'autre héritier d'une tradition marxiste — s'affrontent. Dans le cas de l'Iran, en revanche, nous sommes face à un déclenchement mondial. Le conflit met potentiellement en cause tout le monde.

Troisième différence : la relativisation des moyens militaires. En Ukraine, c'est la guerre elle-même qui tranche. Si Poutine ne s'en sort pas, c'est parce que son armée ne fonctionne pas face à la résistance ukrainienne. Tout le reste est secondaire : ce qui compte, c'est le rapport de forces sur le terrain. Dans le cas de l'Iran, on voit l'immensité de la supériorité militaire américaine. Mais, une fois encore, ces moyens peuvent se révéler inopérants. Ce n'est pas la première fois : au Vietnam, l'engagement massif des États-Unis n'a pas empêché la défaite ; en Irak, la supériorité militaire a débouché sur un fiasco politique ; en Afghanistan, des moyens colossaux et des dizaines de milliers de morts n'ont pas empêché les États-Unis d'être chassés par quelques milliers de combattants. Il y a donc un problème de rendement décroissant de la violence, pour reprendre une expression d'inspiration marxiste. Les Iraniens sont écrasés militairement, mais ils disposent d'autres leviers qui suffisent à inquiéter tout le monde, pour les raisons évoquées.

Si l'on regarde les conséquences, c'est un jeu où beaucoup de gens perdent — mais pas tous. Les gagnants évidents sont les Russes. Les perdants sont les Européens. On voit bien ce qu'est devenue l'Alliance : elle n'existe plus. M. Trump décide une guerre sans nous consulter, sans nous informer, sans rien nous demander, alors même qu'elle a des conséquences directes sur la situation

en Ukraine. Pour la Russie, c'est un formidable ballon d'oxygène : moins de livraisons d'armes à l'Ukraine, un pétrole qui se vend facilement, la remise en cause unilatérale de certaines sanctions par les États-Unis. Tout cela est assez extravagant. Est-ce que Trump y a réfléchi ? Est-ce qu'il s'en moque ? Pour les Américains eux-mêmes, c'est aussi un problème. Cette guerre pourrait se traduire par une réduction de leur influence et illustrer, une fois de plus, les limites de la puissance — alors même que Trump avait été élu pour ne pas engager les États-Unis dans un conflit de ce type.

Les Chinois, eux, observent. La situation n'est pas très confortable pour eux, mais ils ont intérêt à ce que les Iraniens survivent d'une manière ou d'une autre. Ils les aident, notamment par l'information. Les Iraniens sont très bien renseignés : ils peuvent recevoir des informations des Russes comme des Chinois.

Imaginons un scénario extrême : si demain Xi décidait une action sur Taïwan, que ferait le président Trump ? Il ne serait pas dans une position très solide. Quant au Moyen-Orient lui-même, l'infortuné Liban se retrouve une fois de plus plongé dans la guerre, et l'on ne voit pas très bien ce qui pourrait sortir de ce conflit de manière équilibrée et pacifique.

Au total, c'est un jeu à somme presque entièrement négative — sauf pour les Russes. Et, par ricochet, cela met en danger les Ukrainiens et les Européens. La conclusion est claire : la priorité absolue des Européens doit être d'investir massivement dans la défense de l'Ukraine.